

Communiqué de presse

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU reste enferré dans ses schémas habituels

(Zurich, le 8 juin 2022) Dans un rapport de 18 pages daté du 7 juin et destiné au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la « Commission internationale indépendante d'enquête sur les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, et Israël » prend position unilatéralement contre Israël. Il est éloquent que 9 des 10 sections du communiqué de presse soient consacrées au comportement d'Israël, contre une seule avec des mots critiques sur la direction palestinienne. Une fois de plus, un organe de l'ONU rejette unilatéralement la responsabilité des tensions et des violences récurrentes sur Israël.

Le 13 juin, le rapport sera présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il est vraisemblablement à prévoir que ce rapport sera, une fois de plus, adopté à une large majorité et assorti de nouvelles réprimandes à l'encontre d'Israël. Entre autres par des « modèles » en matière de droits de l'homme comme Cuba, la Chine, la Libye ou le Soudan.

Il est à noter que, dans son rapport, la Commission évoque toujours des recommandations antérieures à l'adresse d'Israël qui n'auraient pas été suivies. Celles-ci avaient été émises par le passé par les mêmes parties prenantes, et avec la même partialité.

L'EAI/ASI condamne donc clairement le rapport en raison de sa partialité. Il serait aussi attendu que souhaitable que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU équilibre davantage son travail au Proche-Orient. Ainsi, l'effet déstabilisateur du Hezbollah sur le Liban et le Proche-Orient dans son ensemble n'est pas un sujet qui semble prioritaire pour cet organe. Il en est de même pour l'exercice de la violence par les milices liées directement ou indirectement à l'Iran qui combattent en Syrie, en Irak et au Yémen.

La Suisse doit exiger un traitement plus équilibré d'Israël dans tous les organes de l'ONU où elle est représentée. Cela vaut en particulier pour le Conseil de sécurité, ainsi que pour l'Assemblée générale qui a voté le budget de la Commission.

Corina Eichenberger-Walther
Présidente de l'Association Suisse-Israël